

HP, SCANNER !



Il existe des sorties et visites (hôpital/cimetière), que nous voudrions tous pouvoir nous épargner. Même si elles sont moralement difficiles, elles sont et restent souvent indispensables.



MédiaChartres a fait le point en se rendant le *11 Mai dernier* à l'hôpital du Coudray, et le constat n'est pas « reluisant ».



Pour accéder à l'établissement (arrivée en véhicule), il faut s'acquitter d'une taxe pour stationner (?) Etrange... car une

loi a récemment été votée à l'Assemblée nationale et adoptée par le Sénat, visant à rendre **GRATUIT** tous les parkings des **Hôpitaux**

Publics. <https://www.cnews.fr/sante/2026-01-28/la-gratuite-d-es-parkings-des-hopitaux-publics-adoptee-ce-jeudi-par-lassemblee>

<https://www.senat.fr/leg/ppl25-016.html>

Une interrogation d'autant plus justifiée, quand on constate l'état catastrophique de délabrement du parking, il est indéniable que les travaux et investissements se focalisent sur l'infrastructure (construction d'extension), et non sur l'entretien de l'existant, laissé à l'abandon.

Payer pour cela, relève de l'abus !



photos : [MédiaChartres](#)









Les travaux :



Dans un article précédent, [MédiaChartres](https://mediachartres.fr/2026/03/30/comas/) avait rédigé sur les divers problèmes rencontrés au sein de l'établissement ; <https://mediachartres.fr/2026/03/30/comas/>

Et cette vidéo montre d'autres soucis : <https://www.facebook.com/reel/1295649402736665>



<https://www.pagesjaunes.fr/pros/07416326>

Hôpital Louis Pasteur :

4 rue Claude Bernard
28630 – LE COUDRAY 02.37.30.30.30

S'y rendre

- par le bus : ligne B (nouvelle ligne BHNS (Bus à Haut Niveau de Service), (toutes les 10 minutes en heures pleines et toutes les 14 minutes en heures creuses et toutes les 20 minutes le samedi) ou ligne 2 (Champhol – Hôpital Pasteur), arrêt Hôpital Pasteur
 - en taxi à votre convenance
- **en voiture particulière** : l'Hôpital Louis Pasteur est situé sur la commune du Coudray, à proximité de la rocade Sud-Est de Chartres. Un parking, payant, est à votre disposition à l'entrée de l'établissement. **Les tarifs du parking sont consultables sous la rubrique « Modalités de paiements/tarifs » (?) problème, ce lien est introuvable sur le site ! Et le tableau des tarifs, à la tête a l'envers:**
 -

<https://www.ch-chartres.fr/sites/default/files/Tarifs%20parking.pdf>

✘ **MédiaChartres** cherche toujours la « **logique** » dans ce chaos, et la/les réponses ne s'imposent pas comme des évidences.

Clara Hirsch

COMAS !



MédiaChartres revient sur l'état des hôpitaux/cliniques/centres de soins et autres, qui se détériorent de plus en plus en France, il devient pratiquement impossible de se faire soigner ou d'obtenir un rendez-vous [...] Conséquences directes des politiques successives, dans un comas ubuesque frisant le mépris de la société.

Ce dernier samedi, le principal syndicat du CHU (hôpital Public) de Chartres (CGT) a essayé d'interpeller la population sur l'extrême gravité de la situation et **l'URGENCE** de trouver des solutions. Les services sont en grèves, le personnel en « **burn-out** » où en arrêt maladie. Les interventions sont gérées au jour le jour en fonction des personnels présents, les listes d'attente s'allongent et les files de patients sur les brancards dans les couloirs



également (ci-dessous).

Pour ce faire les représentants avaient installé une petite table à l'entrée du « **BM** » (Bois Merrin) et distribuaient des flyers, afin de capter l'attention des passants sur l'absolue nécessité de pallier aux nombreux défis, auxquels ils/elles doivent faire face chaque jour, dans un contexte qui se dégrade en continu et qui n'a pas de fin.

De **nos** confrères
: https://france3-regions.franceinfo.fr/centre-val-de-loire/une-greve-illimitée-secoue-l-hopital-de-chartres-urgences-angiographie-le-malaise-gagne-plusieurs-services-3319992.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=centre-val-de-loire&at_offre=4&at_variant=V2&at_send_date=20260320&at_recipient_id=459386-1693003810-0263f21b&at_adid=DM1263937&at_highlight=

MédiaChartres avait déjà évoqué les tensions et les graves dysfonctionnements en... *juillet 2024*

<https://mediachartres.fr/2024/07/01/problemes/>

Il semble que les problèmes se soient aggravés et perdurent dans le temps, si rien n'est fait urgemment et à ce rythme, la population française n'aura *très bientôt plus le droit d'être malade*.

Le « catastrophisme sanitaire » est une réalité et n'est pas exagéré, il est bien réel !

Si l'argent coule à flot, pour d'autres « **priorités** » (?) les économies se font encore et toujours, sur le bien être et la survie de tous les concitoyens.

Coût de ces doublons administratifs : 60 milliards d'euros par an (*Le Figaro*).

C'est 2/3 des recettes fiscales annuelles de l'impôt sur le revenu. On jette l'argent par les fenêtres.

*Et au même moment, on ferme les hôpitaux dans les campagnes.
Parce qu'il n'y a pas d'argent, nous dit-on*

Une promesse de plus :

Accès aux soins : Sébastien Lecornu promet un rendez-vous médical près de chez soi sous 48 heures

En visite à Carentan-les-Marais, le Premier ministre a fixé un cap : des soins à moins de 30 minutes et un rendez-vous médical garanti sous 48 heures pour tous les Français.

Les décideurs (pouvoir public) devraient réfléchir à ce problème, qui va (demain) en **2027**, directement impacter leur « **propre** » survie médiatique (et le reste), et pas question de compter sur une possible...**réanimation !**



LOI n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé (1)

Art. L. 1110-1 et suivants (ci-dessous)

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorff/id/JORFSCOA000000905073>

Si rien n'est fait, les hôpitaux devront refuser les malades, fermer les urgences et les services de réanimation (déjà le cas) devons-nous continuer à en arriver là ?

Exemple à suivre
: <https://www.leparisien.fr/essonne-91/une-vraie-chance-de-les>

-avoir-face-au-desert-medical-la-ville-de-crosne-met-les-moyens-pour-seduire-des-medecins-25-03-2026-ETTAX4G0ZNA4FC2I536SA5TAD4.php

MédiaChartres reste médusé et dubitatif sur le pays, qui jadis fut un exemple et une référence pour tous les autres. La santé reste la première préoccupation des Français et la pierre angulaire de la démocratie, si elle cède et s'écroule...



Résultat d'un laxisme chronique.

https://actu.fr/societe/la-france-retrogradee-a-la-35e-place-des-pays-les-plus-heureux-du-monde-derriere-l-arabie-saoudite-et-israel_64017784.html

Noël Lechable

HAÏ !



Une annonce, qui n'est pas passée... inaperçue.

**ZONE
BLEUE**



Contre les véhicules « ventouses » : (une solution ?)



» **Hôpitaux publics : la gratuité des parkings votée à l'Assemblée nationale, ce qui pourrait bientôt changer** ». Une proposition de loi transpartisane, portée par un député, a été adoptée en première lecture à l'Assemblée nationale. Le texte doit encore aller au Sénat.

https://actu.fr/politique/hopitaux-publics-la-gratuite-des-parkings-votee-a-l-assemblee-nationale-ce-qui-pourrait-bientot-changer_63765823.html

Cela ne réglera pas les **éternelles tensions hospitalières** et les **sangsues du stationnement**, mais cela va dans le bon sens. Des personnels en flux tendus par manque de remplaçants, des équipes aux bords du burn-out, des risques pour les soignants et les patients. Et pourtant, la direction recherche activement des solutions :

<https://ch-chartres.nous-recrutons.fr/nos-offres-demploi/>

Un projet (privé) pour Chartres :



Et **aussi**
: <https://www.maisonsmedicale.com/maisons-medicale/centre-val-de-loire/eure-et-loir/chartres/>

Il devient presque impossible de se soigner en France, qui rejoint, à ce stade, le niveau des pays en voie de développement (CQFD).

Et pourtant, taxes/impôts/charges, etc, n'ont jamais été aussi élevés, des interrogations (légitimes) sur la part attribuée à la santé ?

Nouveau bâtiment pour la réanimation et les urgences pédiatriques à l'hôpital de Chartres : la première pierre a été posée

La première pierre symbolique du nouveau bâtiment de réanimation et des urgences pédiatriques a été posée, jeudi 6 novembre, à l'hôpital de Chartres. Le chantier doit être livré fin 2026, si tout se passe comme prévu.

Les investissements se concentrent sur le développement des espaces, reste à comprendre... qui sera présent pour s'occuper des nouvelles structures ?



La saturation atteint son paroxysme, les grèves s'enchaînent (depuis des années), tous les signaux sont au rouge, le ras-le-bol, fait place au lâcher-prise, au désespoir et aux démissions.

**VIDEO
DE LA
SEMAINE**

<https://www.bing.com/videos/search?q=gr%C3%A8ve+hopital+de+chartres&view=detail&mid=EDC9BCAC96A5E59E02DEEDC9BCAC96A5E59E02DE&ru=%2fsearch%3fpc%3dMOZI%26q%3dgr%25C3%25A8ve%2bhopital%2bde%2bchartres%26FIG%3d1C84E1F0CA5E4529A8F60DB691E5D83F%26first%3d51%26FORM%3dPORE&mmscn=vwrc&FORM=WRVORC>

Un **effondrement** **national**
: https://actu.fr/hauts-de-france/creil_60175/des-urgences-tou

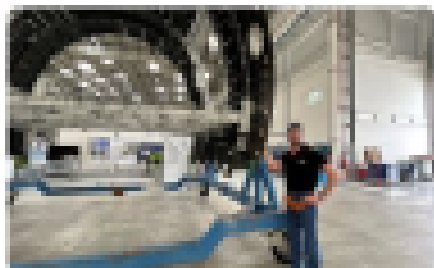
[jours-a-bout-dans-cet-hopital-de-l-oise-les-patients-stagnent-dans-les-couloirs_63755664.html](https://www.lesechos.fr/economie-france/social/quand-la-qualite-des-soins-des-hopitaux-et-des-cliniques-est-jugee-insuffisante-2213862)

<https://www.lesechos.fr/economie-france/social/quand-la-qualite-des-soins-des-hopitaux-et-des-cliniques-est-jugee-insuffisante-2213862>

<https://www.facebook.com/reel/758784090570453>

Un changement de grande envergure ne peut venir que d'une réelle volonté politique [...] il est cependant à craindre, que les priorités immédiates soient ailleurs. **EXEMPLES :**

Ces métiers qui recrutent en 2026



Jusqu'à 30 000 postes à pourvoir dans l'aéronautique 



La Ville de Paris propose 5 000 postes 



Des métiers manuels aux ingénieurs, l'industrie de la défense en quête de talents 

Rien pour conjurer l'état « catastrophique » du monde hospitalier, reste... les promesses !

Accès aux soins : Sébastien Lecornu promet un rendez-vous médical près de chez soi sous 48 heures

En visite à Carentan-les-Marais, le Premier ministre a fixé un cap : des soins à moins de 30 minutes et un rendez-vous médical garanti sous 48 heures pour tous les Français.



Vote du budget 2026 : (Extrait) Le premier ministre a aussi consenti à revenir en partie sur l'authentique cure d'austérité initialement promise : dans la santé, les coupes proposées de 9 milliards d'euros ont été divisées par trois après l'abandon de mesures visant à dérembourser les médicaments, les affections de longue durée (ALD), et à geler des prestations sociales. Ce qui a permis à l'exécutif de [faire voter](#) le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS).

Dans l'**URGENCE**, il faut contacter, votre médecin traitant où,



[MédiaChartres](#) soutien, le monde médical.

Alexandra Simoni

PROBLÈMES...



MédiaChartres soutien, **plus que jamais**, le monde médical.

MédiaChartres essaie de s'imaginer, un monde « **santé** » où tout ne partirait pas à vau-l'eau !



Les exemples se multiplient un peu partout, la ville de

Chartres n'échappe aux marasmes et déficiences en chaînes, qui touchent les professionnels de soins.

Il faut parfois attendre des heures (et plus), pour une prise en charge, et ce, quelle que soit la raison (cela concerne également les services d'urgences).



Comment le service de santé Français, a-t-il fait pour en arriver à ce niveau ?

Faut-il entrevoir des gestions type « **entreprise** » où la rentabilité prime sur tout le reste ? Des hôpitaux dirigés par des comptables qui n'ont aucune notion du travail hospitalier, les résultats financiers étant leurs ultimes préoccupations ?

Les tarifs de soins et d'hospitalisation n'ont de cesse d'augmenter, dans un même temps, les remboursements diminuent et les tarifs des mutuelles s'enflamment.



Le personnel hospitalier est à bout de souffle et l'explosion est quotidienne, **MédiaChartres** a recueilli des exemples (x 3), chez ses confrères, ils sont éloquents et révélateurs de la crise majeure actuelle :

https://france3-regions.francetvinfo.fr/centre-val-de-loire/eure-et-loir/chartres/temoignage-au-c-ur-des-urgences-saturees-florence-raconte-comment-elle-s-est-battue-pour-parler-une-minute-a-son-pere-2993885.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=centre-val-de-loire&at_offre=4&at_variant=V2&at_send_date=20240627&at_recipient_id=459386-1693003810-0263f21b

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/centre-val-de-loire/indre/chateauroux/urgences-de-chateauroux-le-delai-d-attente-passe-de-40h-a-10h-2969630.html>

<https://www.francebleu.fr/infos/sante-sciences/urgences-de-chateauroux-deux-mois-apres-le-courrier-du-maire-encore-entre-9-et-10-heures-d-attente-admet-la-direction-1989853>

Personnel réduit au maximum avec des nombres d'heures travaillées dans des conditions inhumaines, faisant prendre ainsi de réels risques aux patients, impensable et inimaginable dans un pays qui se revendique à la pointe du progrès et des nouvelles technologies (qui trouvent les milliards nécessaires au développement) ?



Allons-nous vers un système de dérives et de soins à l'américaine, privés, sous tutelle des fonds de pensions, des investisseurs et du billet vert ?

MédiaChartres s'associe au désarroi de l'ensemble du personnel de soins, et espère une rapide sortie de crise, **une prise de conscience des politiques**, des **apports de moyens** et des

solutions immédiates !



Sylvie Muller

**NITRITES ET NITRATES =
POISONS !**

Les bonnes habitudes alimentaires, sont indispensables à une hygiène de vie saine.

MédiaChartres, et l'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire) vous en rappel un point essentiel :

Alimentation : lien confirmé entre cancer colorectal et exposition aux nitrites et nitrates !

Présence de nitrates dans les sols et les eaux



, utilisation de nitrites de potassium et de sodium (E249, E250) et de nitrates de sodium et de potassium (E251, E252) en tant qu'additifs alimentaires pour leurs propriétés antimicrobiennes dans les charcuteries et les



viandes transformées...

Dans un avis publié le 12 juillet 2022 sur l'évaluation des risques liés à la consommation de nitrates et nitrites, l'Anses confirme l'existence d'une association entre le risque de cancer colorectal et l'exposition aux nitrites et aux nitrates. Face à ce constat, le Gouvernement prévoit de mettre en place, à **l'automne 2022**, un plan d'actions afin de réduire l'ajout d'additifs nitrés dans les produits alimentaires (?)





En juin 2020, **l'Anses** avait été saisie sur la question des risques associés à la consommation de nitrites et de nitrates par la Direction générale de la santé (**DGS**), la Direction générale de l'alimentation (**DGAL**) et la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (**DGCCRF**).



Cancer colorectal et exposition aux nitrites et nitrates

Les nitrites et les nitrates ingérés par les aliments et l'eau engendrent la formation de composés nitrosés dont certains sont cancérigènes et génotoxiques pour l'être humain.

Après analyse de plusieurs publications scientifiques en cancérologie, l'Anses confirme l'existence d'une association entre risque de cancer colorectal et exposition aux nitrites et nitrates *via* :

- la consommation de viande transformée ;
- la consommation d'eau.

Plus l'exposition à ces composés est élevée, plus le risque de cancer colorectal est élevé souligne l'Anses.



Comment réduire cette exposition ?

L'Anses rappelle qu'en France, près de 99% de la population ne dépasse pas les doses journalières admissibles

Toutefois, l'Anses préconise une réduction de l'ajout de nitrates et de nitrites dans les charcuteries « aussi bas que raisonnablement possible » à la condition de prendre des mesures permettant de maîtriser le risque de contamination par des bactéries à l'origine de maladies comme la salmonellose, la listériose ou le botulisme.

L'Anses recommande enfin aux consommateurs de limiter leur consommation de charcuterie à 150 grammes par semaine tout en ayant une alimentation variée et équilibrée avec au moins cinq portions de fruits et légumes par jour.



[MédiaChartres](#), vous fera découvrir d'autres recommandations, dans de prochaines parutions.





N'hésitez pas, à vous rendre sur le site de l' Anses, pour plus d'informations.



<https://www.anses.fr/fr>

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Nitrite>

INFO COVID.

Nous pensions tous être (+/-) tranquille avec le covid, surtout, après la levée des restrictions sanitaires.

Malheureusement, il semble que l'inverse se produise.

MédiaChartres, vous explique:

Hausse des cas et des hospitalisations:



Alors même que l'été a commencé ce mardi 21 juin, on dénombre quelque 45.000 cas testés positifs au covid chaque jour.

Si l'épidémie continue au rythme (50% d'augmentation par semaine), la barre des 100.000 cas devrait être atteinte au début des vacances scolaires.

Restent deux questions, quel sera le pic de cette **7e vague de Covid-19** et quel en sera aussi l'impact sanitaire, alors que les hôpitaux se préparent à un été extrêmement tendu, **la croissance des cas positifs est de 50% sur sept jours**, (soit un doublement de l'épidémie) !

Mais, la vaccination et les infections passées ont amélioré notre protection contre les formes graves.

Les variants BA.5 et BA.4 majoritaires:

Quant à comprendre à quoi est due cette énième vague,

difficile d'avoir des certitudes, le relâchement des gestes barrière et la fin des dernières restrictions, avec la levée du port du masque dans les transports, ont certainement augmenté le nombre de contacts à risque, et facilité la



propagation du virus ?
nos voisins Européens:

Une hausse chez

Cette situation n'est pas limitée à la France. Ces derniers jours, l'épidémie de coronavirus a arrêté de baisser chez la plupart de nos voisins européens, voire est repartie à la hausse

MédiaChartres, vous invite tous, à rester très prudent durant les vacances que nous vous souhaitons déjà, les



meilleurs !

Patrick Maresko

La Suite Après Cette Publicité

ATTENTION, coup de chaud !

Conseils **MédiaChartres** :

La chaleur accablante a tendance à vous rendre irascible. Ce n'est pas surprenant, **Météo France, annonce une première grosse vague de chaleur**, des températures autour des 30° sur la quasi-totalité du pays cette semaine, **le mercure pouvant**



même frôler les 40° localement

Des températures estivales parfois synonymes de vacances idylliques, elles peuvent aussi s'avérer particulièrement néfastes pour notre santé mentale.

Comment expliquer cet état d'**agressivité** et d'impulsivité en période de fortes chaleurs. Physiologiquement, quand il fait très chaud, notre rythme cardiaque s'accélère, le pouls est plus fort, notre **pression artérielle** augmente, et notre niveau de **cortisol** (l'**hormone du stress**) augmente donc, nous aurons tendance à nous sentir plus « **irritable** », les réactions varient d'un individu à l'autre.

Le manque d'oxygène accentue également ce sentiment d'irritabilité. Car lorsque certaines régions du cerveau commencent à manquer d'oxygène, notre corps envoie plus de sang que d'ordinaire dans le reste de notre corps pour le refroidir, dans ce cas, nous finissons par agir de manière plus impulsive, sous le coup « d'émotions ».

Ces fortes chaleurs ont davantage tendance à toucher les personnes fragilisées.

La canicule touche particulièrement les **personnes isolées**, du troisième ou quatrième âge qui se trouvent dans la solitude et dans un mal-être physique et psychique.

MédiaChartres, vous rappelle quelques règles élémentaires de prudence:

Éviter (si possible) de sortir, entre **12 et 16h00**, fermer vos stores et volets, hydrater vous souvent, pas de sport intense, porter une casquette et une crème solaire, ventiler (climatisation, ventilateur **-raisonnablement-**), manger léger et frais en évitant l'alcool, sans oublier, une attention pour vos animaux domestiques, et pour finir ... (**notre +**) vos vêtements seront légers (**pas synthétique**) amples, échancrés et plutôt de couleurs claires.

N° vert à votre disposition: 0800 06 66 66 et en cas de malaise, composez le 15.



« Orpéa », la suite !

Suite aux récents mouvements de grèves du personnel d'**Orpéa Chartres**, **MédiaChartres**, apporte un éclairage sur l'une des principales raisons, qui motive les débrayages locaux (mais

elles sont nombreuses).



“Ras-le-bol de devoir payer pour les abus”

“**Orpéa** continue de faire des bénéfices mais provisionne en vue des contentieux” ouverts sur des soupçons de maltraitance institutionnelle ou d'infractions financières après les révélations de **Victor Castanet** dans son livre “**Les Fossoyeurs**”. “Les salariés en ont ras-le-bol de devoir payer pour les abus d'**Orpéa**”, affirme **Dominique Chave**, secrétaire général de la CGT “santé privée”.

Orpéa, qui évoque des résultats financiers insuffisants pour le versement d'une prime d'intéressement, a toutefois promis de verser prochainement une “prime exceptionnelle de pouvoir d'achat” (**Pepa**), dite «**prime Macron** », de **1.000 euros par salarié**, en précisant que la décision avait été prise “avant même l'annonce de ce mouvement de grève”. Mais selon **Keline Sivabier**, déléguée syndicale nationale CGT, les salariés toucheront moins que les années précédentes, où ils avaient touché l'intéressement et **la prime Pepa**.

Une délégation d'élus syndicaux a été reçue vendredi matin, selon la direction qui a "pris l'engagement de refondre la politique salariale et de rénover le dialogue social ?". L'entreprise a promis également de modifier les modalités d'octroi de la prime d'intéressement, afin qu'elle ne dépende plus seulement des résultats financiers annuels.

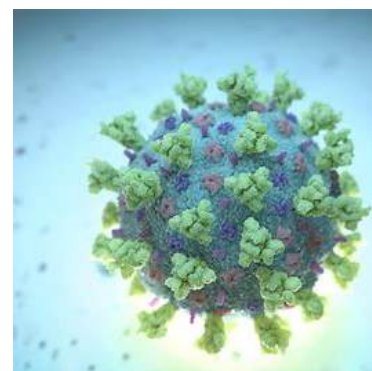
MédiaChartres, va suivre le dossier pour vous tenir informé de son évolution.

Yves Dubois

INFO « BA 2 » (covid)

MédiaChartres vous résume la situation:

Pour beaucoup d'entre nous, ce jour du **14 Mars 2022**, va rester dans les mémoires comme le jour de la délivrance .



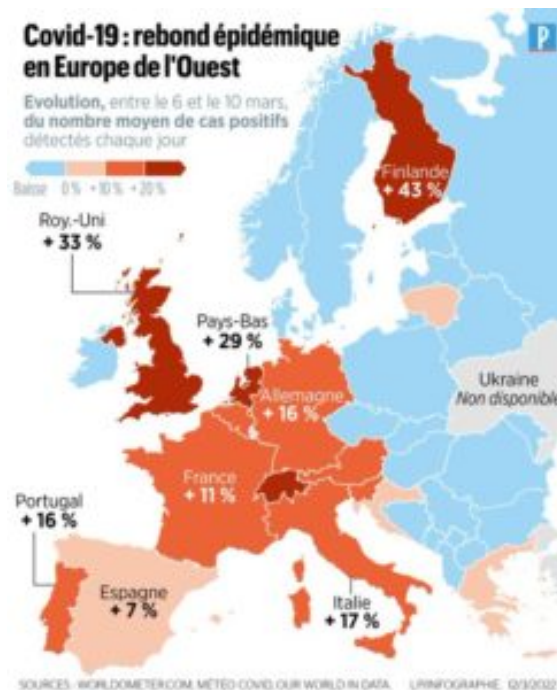
<https://www.service-public.fr/particuliers/actualites/A15543>

Mais **ATTENTION**, rien n'est gravé dans le marbre et la « partie covid » n'est pas terminée.



Restons tous sur nos gardes, **MédiaChartres** vous invite toutes et tous, à rester vigilants (tes).

<https://www.centre-val-de-loire.ars.sante.fr/media/53703/download?inline>



– 93 050 cas positifs ont été recensés en 24 heures, contre 79 794 mardi dernier (+16,6%). [#Covid19](#)

• La moyenne sur la semaine écoulée continue de légèrement grimper, atteignant près de 55 000 cas par jour.

Continuons à porter le masque et à respecter scrupuleusement, les mesures de préventions et de protections.

Sandra Michelle

Dossier « Ehpad ».

Une enquête **MédiaChartres**, en collaboration avec plusieurs confrères.

VICTOR CASTANET

LES FOSSOYEURS

RÉVÉLATIONS SUR LE SYSTÈME
QUI MALTRAITE NOS AÎNÉS

fayard

« Nous signalons, la sortie de l'excellent livre de **Victor Castanet** (journaliste) sur le thème.

Résumé

Trois ans d'investigations, 250 témoins, le courage d'une poignée de lanceurs d'alerte, des dizaines de documents explosifs, plusieurs personnalités impliquées...

Voici une plongée inquiétante dans les secrets du **groupe Orpéa**, leader mondial des **Ehpad** et des cliniques. Truffé de révélations spectaculaires, ce récit haletant et émouvant met au jour de multiples dérives et révèle un vaste réseau d'influence, bien loin du dévouement des équipes d'aidants et de soignants, majoritairement attachées au soutien des plus fragiles.

Personnes âgées maltraitées, salariés malmenés, acrobaties comptables, argent public dilapidé... Nous sommes tous concernés. Victor Castanet est journaliste d'investigation indépendant. Durant trois ans, il a résisté à toutes les pressions pour livrer ce document éprouvant, tirant peu à peu les ficelles d'une incroyable enquête. Au nom de son grand-père

https://fr.news.yahoo.com/propos%C3%A9-15-millions-deuros-laut-120244335.html?guccounter=1&guce_referrer=aHR0cHM6Ly9tYWls

[MDIub3JhbmdlLmZyLw&guce_referrer_sig=AQAAAAo9vPtLPs0CnUKR2Ppj8YyPYUd3ZDAg-ISKLKibxpzh4wwzZk1ruMfto00ZXTr4XRg-ab8TCeUXG6T6Muf_eBFDM1yZ0Fw4eCEeDzdh306ahDyvYzElQKaBIOtG5pxmdg o9kcXJYajVIRDGdogUFubp7CocvomNaHnFwVppI_kG](https://actu.fr/ile-de-france/neuilly-sur-seine_92051/soupcons-de-maltraitance-dans-un-ehpad-de-neuilly-sur-seine-une-inspection-menee_48268800.html)

Dernière

minute:

https://actu.fr/ile-de-france/neuilly-sur-seine_92051/soupcons-de-maltraitance-dans-un-ehpad-de-neuilly-sur-seine-une-inspection-menee_48268800.html

Le groupe « **KORIAN** » est également visé ! (et pour les mêmes raisons).



La population Française « **vieillissante** » est une « **manne financière** », pour **les arrivistes sans scrupule**.



Les Holdings foisonnent et développent des résidences séniors, partout sur le territoire.

Elles bénéficient, de subventions de l'État, pour payer le personnel, qui ... n'est pas toujours vraiment à la hauteur (lorsque il est présent) !

Elles sont dans un cadre juridique, « **très flou** » et sous « **aucun contrôle** » ?

Les séjours sont très coûteux, pour des prestations à minima et discutables (au mieux).

MédiaChartres, appel de ses vœux, une rapide réglementation spécifique, concernant les « **supermarchés du 3ème age** » .

Patrick Maresko

(ci-dessous, une partie de la publication de notre confrère).



Sujet: Maltraitance en Ehpad : une indignation feinte et insuffisante !

PAR MATHILDE GOANEC de **Médiapart**:

ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 26 JANVIER 2022

-Les pouvoirs publics font mine de découvrir que le puissant groupe **Orpea** se joue des règles dans ses Ehpad. Mais la maltraitance, les conditions de travail dégradées et la répression syndicale sont sur la table depuis des années, sans que jamais le système de financement ne soit remis en cause.

Que ne savaient-ils pas, au juste? Depuis mardi soir et la sortie du livre « **Les Fossoyeurs** » de **Victor Castanet** sur les **Ehpad** et **Orpea**, le gouvernement pousse des cris d'orfraie et c'est l'affolement général au royaume de l'or gris.

Le groupe Orpea dévisse en Bourse, son directeur général est convoqué manu militari par l'exécutif tandis que le ministre de la santé fait état, devant les parlementaires, de sa volonté de prendre ce sujet avec « gravité et une totale détermination ». Gabriel Attal, porte-parole du gouvernement, «révolté», a, lui, estimé qu'il était «hors de question que de tels agissements puissent être tolérés dans notre pays».

Mais si **le livre de Victor Castanet** sonne par l'ampleur de l'enquête menée, le nombre et l'importance des sources interrogées, la maltraitance et la politique du moindre coût dans certains établissements à but lucratif sont des secrets de Polichinelle, sur lesquels les autorités de santé ferment les yeux.

Et pour cause: après avoir abandonné tout un pan de la dépendance au privé, l'État se retrouve désormais dans l'impossibilité de taper du poing sur la table quand des dysfonctionnements sont mis au jour.

Le cas de l'Ehpad Bords-de-Seine de Neuilly, géré par **Orpea**, est la parfaite illustration de cette hypocrisie générale. **Victor Castanet** en dresse un tableau effrayant en ouverture de son livre. L'établissement, a déclaré le ministre de la santé devant l'Assemblée nationale mardi 25 janvier, a fait l'objet «d'une inspection missionnée par l'agence régionale de santé en 2018 sur la base d'allégations moins graves [...] donc probablement que l'ARS [agence régionale de santé – ndlr] n'avait pas connaissance des faits établis dans le livre».

Mediapart a enquêté sur cet Ehpad il y a quatre ans exactement et publié une longue enquête fin janvier 2018. Nous racontions exactement les mêmes horreurs, derrière l'élégante vitrine: les draps

trempés d'urine ou d'excréments, ces personnes âgées qu'on laisse comme des enfants négligés des heures durant dans la même couche, ces résidents dénutris ou déshydratés qui, lorsqu'ils tombent la nuit, peuvent rester des heures au sol, faute de personnel. Notre journal a aussi documenté comment, par un drap bloquant la poignée, on enfermait les gens souffrant de démence dans leur chambre payée rubis sur l'ongle pour leur éviter de déambuler.

Mais pour l'**ARS** Île-de-France interrogée alors explicitement sur ces faits en 2018, tout allait très bien, madame la marquise. Toutes les

«réclamations» depuis 2016 avaient, selon l'agence, été «examinées», plusieurs rencontres organisées entre la direction

de l'établissement, l'ARS et le conseil départemental. L'établissement de Neuilly faisait même preuve depuis, nous assurait l'ARS, «d'une attitude positive et constructive». On mesure aujourd'hui le résultat.

Mediapart a également appris que le ministère du travail a retoqué le licenciement d'une déléguée du personnel l'an dernier, exerçant comme aide soignante à l'Ehpad Bords-de-Seine, signe sans doute d'une parfaite harmonie sociale.

Depuis le début de la crise du Covid, à l'échelle du groupe, cinq droits d'alerte ont été déposés par la **CGT** et portés à la connaissance de l'**inspection du travail**.

Ce syndicat dénonce également depuis de longues années auprès **des organismes de Sécurité sociale**

Cramif et Carsat le nombre anormal d'accidents du travail et de licenciements pour inaptitude. Un peu partout en France, devant les **ARS**, les salarié·es manifestent et «déballent», rappelle **Guillaume Gobet**, délégué syndical **CGT d'Orpea**. Sans parler des familles qui multiplient les courriers et trépignent devant l'incurie manifeste.

Olivier Véran a également promis, mardi 26 janvier 2022, de diligenter si besoin une enquête approfondie sur les pratiques du groupe Orpea. Là encore, des pages et des pages d'archives sont disponibles, rien que dans notre journal, sur sa conduite et celles de ses concurrents.

Le ministre pourrait aussi se renseigner auprès de ses propres administrations de contrôle, si le gouvernement auquel il appartient et les précédents

ne les avaient pas peu à peu désarmées. Les dossiers de litiges concernant **Orpea** s'empilent dans les **inspections du travail**, mais ce service public est exsangue et peine de plus en plus à remplir ses missions.

Les **ARS**, bras armés du ministère en matière de santé dans les régions, ne sont pas plus offensives, et notamment dans leurs missions de contrôle de

l'utilisation des deniers puisque, on ne le répétera jamais

assez, une bonne partie du business d'**Orpea** (comme celui des non moins problématiques **Korian** ou **DomusVi**) repose sur de l'argent public.

C'est l'affaire dans l'affaire, révélée par **Mediapart** La question dépasse bien largement le seul sujet **Orpea**. Les Ehpad perçoivent en effet chaque année une «**enveloppe soins**» de la part de l'assurance maladie et une autre au titre de la «**dépendance**» de la part des départements. **Orpea**, numéro un mondial des maisons de retraite, a reçu, en 2020 350 millions d'euros de la part de l'assurance maladie, seulement pour «**l'enveloppe soins**», d'après les chiffres de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (**CNSA**), transmis à **Mediapart**.

Si l'on en croit **Victor Castanet**, **Orpea** était prêt à payer très cher pour éviter que ces questions ne soient posées sur la place publique et arrachées aux seuls arbitrages des politiques et des cabinets. Dans son livre, notre confrère raconte qu'un «analyste financier [...] proche du fondateur d'**Orpea**» aurait proposé d'acheter son silence: «**Et s'il vous file 15 millions d'euros ? Je dis ça comme ça. Ça peut être une solution.**»

Source et texte (partiel): **Mediapart**, retrouvez l'intégralité du sujet dans les colonnes du quotidien.

<https://www.mediapart.fr/>

